

Gouvernance territoriale et développement local :

Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

HADERBACHE Ouiza
Université Abderrahmane MIRA- Béjaia
ouiza14@live.fr

Résumé :

Les modèles d'économies centralisées, comme celui mis en place en Algérie après l'indépendance, ont montré leurs limites, ils n'ont pas réussi à garantir un développement homogène du territoire, ce qui exige l'implication des acteurs locaux dans la reconstruction du tissu industriel. L'objectif est donc de créer une dynamique de développement local et de la gouvernance des territoires. Dans cette communication nous allons essayer de cerner les éléments conceptuels de développement local et de la gouvernance dans un cadre d'analyse territorial, et de fournir un cas pratique d'une zone industrielle de la wilaya de Béjaia.

Mots clés : gouvernance des territoires, bonne gouvernance, indicateurs, développement local territorialisé, zone d'activité TAHARACHT

Abstract

The centralized economies models, like the one set up in Algeria after independence, have shown their limitations, they were unable to guarantee a homogeneous development of the territory, which requires the involvement of local actors in the reconstruction the industrial fabric. The objective is therefore to create a dynamic local development and governance of the territories. In this paper we will try to define the conceptual elements of local development and governance in a framework of territorial analysis, and provide a practical case of an industrial area of the wilaya of Bejaia.

Keywords: territorial governance, good governance, indicators, territorialized local development, activity area TAHARACHT

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

Introduction

Les mutations économiques et institutionnelles que connaît le monde depuis une cinquantaine d'années (globalisation, régionalisation, décentralisation,...), ont bouleversé l'économie mondiale.

En effet, avec la mondialisation, les frontières géographiques ne constituent plus un obstacle pour les échanges commerciaux, de capitaux et de main d'œuvre ; et la concurrence sur le marché mondial devient ainsi de plus en plus rude.

Le territoire qui est un espace physique limité par plusieurs critères (géographiques, administratifs, humains, économiques, historiques,...), est devenu une unité fondamentale où le développement doit commencer pour s'élargir et atteindre le reste de pays. Dès lors, le développement des territoires, voire leur survit, dépend largement de leur capacité à s'adapter et à innover dans un contexte globalisé, marqué par une concurrence accrue, à laquelle se livrent les territoires pour gagner la bataille de l'attractivité et de la compétitivité.

Ces objectifs visés par les territoires sont aussi au centre d'intérêt des entreprises cherchant à se procurer et/ou garder des parts de marché pour assurer leur pérennité .Ce qui les amène à se localiser les unes à proximité des autres.

Malgré la mondialisation croissante, on assiste à un redéploiement spatial des activités économiques et un regroupement de celles-ci dans des structures spécifiques afin de profiter des différentes externalités liées à cette logique de localisation. Aussitôt, la territorialisation des activités économiques apparaît compatible avec la mondialisation, les concepts de développement local et de gouvernance territoriale font aussitôt partie des paradigmes prioritaires du développement.

La présente communication sera consacrée à éclaircir les deux conceptions gouvernance territoriale et développement local. Bien entendu, la démarche à suivre est de fournir un cadre conceptuel de la gouvernance dans un cadre d'analyse territoriale, et d'aborder ensuite la notion de développement local territorialisé, pour enfin saisir un cas pratique portant sur la

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

gouvernance territoriale et le développement local de la zone d'activité TAHARACHT de la wilaya de Béjaia.

I. La gouvernance territoriale

1. Définition de la gouvernance territoriale

Pour parvenir à des éléments de définition de la gouvernance territoriale, il conviendrait de combiner deux disciplines, notamment, la science politique et l'économie. Le retour à ces deux disciplines de justifie par l'usage même du mot gouvernance. En effet, celui-ci est utilisé à la fois dans le monde politique qu'économique tel que J.P.Gilly, L. Leroux et F.Wallet (2004) le notent dans le chapitre 7 du livre "économie de proximité" : « la notion de gouvernance s'est progressivement imposée dans différentes disciplines des sciences sociales, principalement chez les politistes économistes » [1]. Cependant, la notion de gouvernance ne se limite pas à ces deux seules disciplines. J-P. Gaudin (2002) considère que la gouvernance a des apparitions multipolaires, il note ainsi : « (...) elle (la gouvernance) se donnera à voir sur plusieurs scènes, l'économie, le management public, la sociologie, ou encore la science politique. Elle sera commentée par des cercles intellectuels et des courants d'analyse bien distincts » [2].

A notre sens, et tel que F. Leloup, L. Moyart et B. Pecqueur (2005, p. 324) l'évoquent mais aussi Paye. O. (2005, P.20), la notion de gouvernance est une notion "polysémique". Elle revêt plusieurs significations selon la discipline du côté de laquelle elle est analysée. Toutefois, et comme nous le verrons plus bas, quelque soit la discipline, il s'agirait pour la gouvernance territoriale « de rendre compte d'un besoin de renouvellement conceptuel destiné à répondre à une intuition : celle d'une transformation des pratiques et des modalités de coordination dépassant à l'alternative entre marché et hiérarchie stricto sensu » (J.P.Gilly, L. Leroux et F.Wallet, 2004, p. 188). Mais aussi comme P. Le Galès (2003) y fait référence, la gouvernance au niveau des territoires « s'inscrit dans une réflexion qui tente d'intégrer les transformations intervenues sur les plans économiques, politiques et sociaux à différentes

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

échelles tout en privilégiant une entrée par l'échelon territorial » [3].

La gouvernance territoriale est définie aussi comme « *le processus d'articulation de l'ensemble des pratiques et des dispositifs institutionnels entre les acteurs géographiquement proches en vue de résoudre un problème productif ou de réaliser un projet de développement* » (Gilly, Wallet, 2005) [4]. Dans cette définition la gouvernance est présentée comme étant un processus d'articulation entre les différents acteurs territorialement proches visant à réussir un processus de développement, elle évoque la notion de proximité.

La gouvernance territoriale représente une rationalisation de partage du pouvoir entre les différents acteurs ayant des intérêts dans l'organisation ou la firme, elle met l'accent sur l'importance de l'initiative publique et/ou privée dans l'efficacité de l'action publique. Elle présume aussi la gestion des effets de la répartition du pouvoir entre les propriétaires, d'une part et les gestionnaires, d'autre part.

C'est dans ce contexte qu'une vision territoriale de la gouvernance est adoptée par les acteurs qui projettent le territoire dans le cœur de la recherche. Pour eux, la bonne gouvernance permet de lutter contre les méfaits du marché, plutôt que de faire son jeu.

La gouvernance permet d'assurer la cohésion d'un territoire. Le constat est qu'il existe ce que les chercheurs appellent « une crise de la gouvernabilité ».

2. Les ambiguïtés de la gouvernance territoriale

Aujourd'hui, on assiste à un remplacement progressif du mot « gouvernement » par celui de la « gouvernance », ce qui implique l'abandon de la conception hiérarchique et la réalisation de nouvelles procédures pour les décisions collectives. En effet, la démocratie participative qui réunit l'ensemble des acteurs du territoire s'énonce à travers le privilège des choix collectifs et la marginalisation de l'Etat dans la démarche régulatrice des territoires. La gouvernance des territoires passe par la cohésion des espaces et la maîtrise des réseaux. Elle se tâche de définir les compétences propres et de préciser les rôles de chacun. Dès lors, la construction des

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaïa)

conditions de la compétitivité, de plus en plus, sur la scène locale rend le problème très complexe.

Selon Orange et Vertevelle (2003), dans ces conditions, les techniques de gouvernance se transforment en politiques publiques définissant des normes et des règles d'application générale, auxquelles succèdent des pratiques procédurales particulières, dans de nombreux domaines.

Cette variété des pratiques, donne lieu à des enquêtes publiques, des groupes de discussion, des panels et jury des citoyens, conférence de consensus, médiation, etc. elles révèlent une menace de détournement vers un système censitaire qui remplace la fortune par le capital culturel. Ce qui transforme facilement les savoirs en autocratie.

3. La bonne gouvernance

Bonne gouvernance ou Good gouvernance en anglais, est une approche normative de la gouvernance initiée par la Banque mondiale, et ce selon J.P. Gaudin (2002), lorsqu'elle encourage, après 1996, un glissement de la notion de gouvernance (comme principe de production de connaissances) à celle de *good gouvernance* présenté comme un style d'action politique optimum.

Cependant, avant d'opérer ce glissement, il serait intéressant de revisiter l'approche de la gouvernance. Celle-ci est définie par les Nations-Unies par ces termes : « *A multifaceted compound situation of institutions, systems, structures, processes, procedures, practices, relationships, and leadership behavior in the exercise of social, political, economic, and managerial/administrative authority in the running of public or private affairs* » [5]. Elle fait référence notamment, comme J. Djaowe (2009) [6] l'indique, à l'usage de l'autorité politique, économique ou administrative pour gérer les affaires d'une communauté. Selon MISURACA Gianluca C (2007), par définition, la bonne gouvernance renvoie à l'aspect positif de la gouvernance. Elle correspond à l'allocation et à la gestion des ressources de sorte qu'elles répondent à des problèmes collectifs. Généralement, la bonne gouvernance peut être définie par certaines caractéristiques et indicateurs élaborés par les organisations internationales, à l'instar du Programmes des

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

Nations Unies pour le Développement (PNUD, 1997), de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE, 2001) (cités par MISURACA Gianluca C., 2007), et de la Banque Mondiale 1999 cité par J. DJAOWE, 2009).

4. Les caractéristiques de la bonne gouvernance

Certains traits apparaissent essentiels pour la bonne gouvernance. Cependant, nous tenons à faire la remarque que la bonne gouvernance s'applique généralement à des territoires représentant des échelons supérieurs, le plus souvent représentant des Etats (pays). Toutefois, il n'est pas exclu de l'appliquer à des territoires représentant des échelons inférieurs tels que les départements, wilayas et communes, et ce, vue l'universalité des caractéristiques que nous représenterons ci-dessous.

Il existerait ainsi selon l'OCDE (2001), huit caractéristiques majeures de la bonne gouvernance. Celles-ci assurent alors une meilleure gestion des affaires publiques, une diminution de la corruption, et l'assurance pour la participation et la prise en compte de l'ensemble des avis et besoins de la société, ces caractéristiques sont :

- a) *La participation* : celle-ci constitue l'un des angles forts de la gouvernance. La participation des acteurs peut être soit directe, soit à travers des institutions ou des représentants intermédiaires légitimement désignés. Elle vise à combler les lacunes de la démocratie représentative, car cette dernière ne transmet pas forcément les préoccupations de l'ensemble des acteurs, une moitié est souvent lésée. La participation appelle ainsi à une forme de démocratie plus participative accordant la liberté d'expression à l'ensemble des acteurs sans exclusion.
- b) *La convergence des intérêts (consensus orienté)* : la multiplicité des acteurs du territoire entraînant la multiplicité des aspirations et points de vue nécessite qu'il y ait une convergence entre les intérêts souhaitables à réaliser. Il est, de ce fait, important qu'un consensus autour de ce qui est le plus bénéfique pour l'ensemble des

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

acteurs du territoire soit trouvé, mais aussi que les moyens et les actions soient définies pour l'atteinte des objectifs.

- c) *La responsabilité* : elle est une caractéristique importante de la bonne gouvernance. En effet, tous les acteurs du territoire impliqués dans le processus de prise de décision doivent être responsables envers leurs différentes parties prenantes (stakeholders). Cette responsabilité s'exerce envers tous ceux qui sont affectés positivement ou négativement par les décisions et/ou les actions prises. Toutefois, il est important de noter que la responsabilité ne peut suffire à elle seule. Elle doit être toujours accompagnées et renforcées par deux autres caractéristiques qui sont la transparence et l'Etat de droit.
- d) *La transparence (transparency)* : elle renvoie au fait que les décisions prises ainsi que les actions menées soient effectuées de manière conforme à la réglementation. La transparence signifie également que les informations soient disponibles librement et que leur accès est grandement facilité en vue d'apporter des éclaircissements ou un renforcement des décisions et actions.
- e) *La réceptivité (reponciveness)* : la bonne gouvernance implique que les processus de régulation ainsi que les différentes institutions aient une plus grande réceptivité des décisions et actions, et par conséquent une plus grande habilité à répondre aux besoins des stakeholders (parties prenantes) dans les plus brefs délais.
- f) *L'efficacité et l'efficience (effectiveness and efficiency)* : les mécanismes de coordination entre acteurs doivent être efficaces et produire des résultats en atteignant les objectifs fixés. Seulement les contraintes de ressources (de différentes natures) nécessitent que les résultats produits le soient avec le moins de ressources possibles (efficience). La question de l'efficience intègre ainsi la problématique de la durabilité.
- g) *Equité et intégration (equity and inclusiveness)*: le bien-être de l'ensemble des parties prenantes est conditionné par le sentiment s'appartenance qu'ont les différents

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

acteurs vis-à-vis de leur territoire. Tous les acteurs doivent ressentir qu'ils ont une part dans cette organisation territoriale et qu'ils ont la possibilité de maintenir ou d'améliorer leur bien-être.

- h) *L'Etat de droit (Rule of law)* : il renvoie principalement à l'application de la réglementation et l'existence d'un cadre légal juste et équitable caractérisé par l'impartialité. Un Etat de droit recouvre notamment la protection des droits de l'homme, la liberté et l'indépendance du système judiciaire, mais aussi la lutte contre la corruption en particulier celle des forces de police.

5. Les indicateurs de la bonne gouvernance

L'étude de Kaufmann et al. (1999) (cité par J. Djaowe, 2009, p.11) effectuée pour la banque mondiale a mis en évidence l'existence de six indicateurs de la bonne gouvernance, ceux-ci sont issus d'une multitude de variables provenant de plusieurs sources de données.

- a) *Liberté de parole et responsabilité* : elle nécessite de la part des gouvernements d'être à l'écoute et de rendre compte à travers des bilans et des réunions d'information. Cet indicateur est mesuré à partir d'une série de variables rendant compte de degré de liberté politique, des droits politiques et humains, et de la situation de la démocratie à travers laquelle les citoyens peuvent choisir leur gouvernement.
- b) *Stabilité politique et absence de violence* : cet indicateur mesure la probabilité d'une révolte de la population et de déstabilisation du gouvernement en place notamment à travers la menace terroriste, et de son renversement.
- c) *Fonctionnement de l'Etat* : cela renvoie à l'efficacité des pouvoirs publics, notamment à travers leur crédibilité et détermination à appliquer correctement et efficacement des politiques publiques, leur capacité à être indépendants et capables de gérer les pressions, ainsi que pour leur capacité à offrir et à améliorer la qualité du service public fourni.

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

- d) *Qualité de la réglementation* : elle vise à mesurer le poids de la réglementation dans le fonctionnement du marché notamment à travers la mise en place de politiques qui entravent son bon fonctionnement à l'instar des contrôles des prix.
- e) *Etat de droit* : il présente l'ensemble des indicateurs qui reflètent la confiance des citoyens dans leur réglementation mais surtout dans son application avec impartialité. Ceci est perceptible à travers la qualité du système judiciaire, du niveau de délinquance et de la criminalité, et la capacité de l'Etat à faire respecter les contrats.
- f) *Lutte contre la corruption* : la corruption renvoie à l'usage du pouvoir public à des fins privées. C'est un abus du pouvoir pour des fins personnelles. Elle renseigne grandement sur l'état de la transparence et la possibilité de réaliser des affaires en dehors de cadre réglementaire. La corruption conduit souvent à l'exclusion de certaines tranches de la société dans tous les domaines et à renforcer le sentiment de l'injustice sociale.

L'ensemble de ces indicateurs permet de visualiser la situation des territoires (quelque soit leur dimension) concernant la gouvernance territoriale. Si ceux-ci sont tous positifs, alors, nous pouvons parler d'une situation de bonne gouvernance. Dans le cas contraire, nous constaterons l'absence de celle-ci. L'amélioration du processus de gouvernance territoriale devient ainsi un élément important dans l'instauration de cette bonne gouvernance. Des enjeux sont alors mis en relief.

6. Les enjeux de la gouvernance territoriale

Les principaux enjeux de la gouvernance des territoires se résument ainsi :

6.1. Adaptation des méthodes et formes des gouvernements locaux à la gouvernance territoriale

Cet enjeu vise à redonner à l'acteur et au territoire leur sens. En effet, la gouvernance territoriale entend privilégier la concertation entre acteurs afin de réaliser des projets de

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaïa)

développement et construire le territoire. Ceci suppose que l'acteur devient l'élément essentiel de cette gouvernance. Toutefois, le rôle du territoire n'est pas à négliger dans le processus de gouvernance. Le territoire ne réfère plus à un espace neutre, il est désormais le lieu de mobilisation et de concertation des acteurs. De ce fait, le territoire est l'espace de la gouvernance territoriale.

6.2. La participation, une condition à proliférer pour mieux gouverner

Depuis longtemps, les autorités locales se sont rendu compte de l'importance de considérer les demandes sociales et d'associer les citoyens et les associations locales aux projets qui les concernent, pour faciliter le processus de gouvernance.

La participation de l'ensemble des acteurs et leur mobilisation devrait alors être au cœur de la démarche des collectivités locales. Ces dernières doivent favoriser les actions allant dans ce sens. Elles ne doivent plus se restreindre aux seules activités d'information et de consultation, mais aller dans le sens d'une prise en considération des préoccupations de l'ensemble des acteurs et leur implication effective dans le processus de prise de décision.

6.3. Amélioration du partenariat public/privé

La gouvernance territoriale qui est un processus de coordination entre les différents acteurs ne se limite pas uniquement aux acteurs publics, mais elle favorise l'émergence de partenariat de type Public/privé. La gouvernance territoriale vise à faire converger les intérêts de l'ensemble des acteurs et à concilier les logiques publiques et privées, qui vont conduire à l'émergence des projets de développement local.

6.3.1. Réaliser la coopération intercommunale

Le champ de la gouvernance ne se limite pas uniquement aux seuls acteurs du territoire en question. Elle englobe, par conséquent, d'autres acteurs issus d'autres territoires.

Ceci appelle ainsi à une mobilisation entre les acteurs des différents territoires, notamment entre les collectivités locales. La coopération de ces dernières permet de faire ressentir les potentialités de chaque territoire, de diminuer la fracture entre eux et d'obtenir une meilleure gestion des ressources collectives.

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaïa)

6.3.2. Articulation entre les différents niveaux territoriaux

L'articulation entre les différents niveaux territoriaux consiste à combiner les efforts de l'ensemble des acteurs, permettant ainsi d'assurer la cohérence globale des mécanismes et leur pérennité. Cette articulation se concrétise notamment en trois niveaux : national, régional et local.

II. Le développement local

« Le local a cessé d'être protégé du global par les instances nationales ou régionales : il est désormais en prise directe sur lui » (Paul Claval, 2003). Cette expression renvoie à une réalité vécue (depuis les années 1950) et que nous vivons encore aujourd'hui.

Le local est imbriqué dans le global, ils s'articulent ensemble. Il n'existe plus de frontières entre les deux. Cette réalité implique que les politiques de développement adoptées sont influencées par le niveau global.

Cependant, la notion de global, représentant un monde sans frontières et véhiculée à travers les concepts de mondialisation et de mutations économiques mondiales, implique que toute action exercée s'éloigne de son origine, autrement dit, qu'elle soit pensée et réfléchié en un endroit, et mise en œuvre dans un autre.

Tandis que le niveau local se présente comme le lieu le plus proche de la réalité et des gens et serait ainsi le lieu de définition des besoins et de réalisation des actions.

1. Développement local : concepts de base

Le développement local est ainsi une stratégie de mobilisation des acteurs et des ressources sur un territoire. Cette mobilisation permet de générer une valeur supplémentaire à celle de la somme des valeurs individuelles créées. C'est la valeur du territoire que Bernard Pecqueur qualifie d' « effet territoire ». La valeur collective alors créée est considérée comme une amélioration du niveau de vie des acteurs du territoire, faisant que le développement local peut s'interpréter comme la contribution et l'implication de l'ensemble des acteurs (institutions, autorités locales, citoyens et entreprises) d'une localité ou région autour d'un projet collectif conduisant à l'amélioration de leurs conditions de vie, de leur bien-être.

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

Le développement local est alors perçu comme « un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales dans un territoire à partir de la mobilisation de ses ressources et de ses énergies. Il sera donc le produit des efforts de la population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses composantes économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contigüité u espace de solidarité active ».

Il paraît alors clair, que la réflexion sur le développement local implique de partir de l'idée que ce dernier prend en considération la qualité des relations entre les acteurs du territoire (du fait que le développement local mobilise les ressources et les énergies du territoire), qui contribue à la production de nouvelles marges de manœuvre en tenant compte de la diversité des acteurs en termes de rapport de force, de rôle et de pouvoir discrétionnaire.

La réussite de tout projet de développement tient alors à la qualité de ces relations. Aucun projet ne peut aboutir si celles-ci ne sont pas clairement définies. Des processus et des mécanismes de régulation doivent alors entrer en jeu afin d'assurer la cohésion et la réussite de projet de développement local, lesquels doivent s'appuyer sur le territoire. Ces mécanismes contribueront à définir les prérogatives de chaque acteur du territoire.

2. Emergence et définitions de développement local

Le concept de développement local n'est pas le produit du hasard. Il existe sûrement des facteurs qui ont enclenché l'émergence de ce concept. Dans ce premier point, nous traiterons des éléments qui ont conduit à l'émergence du concept, puis nous explorerons les différentes appréhensions et définitions proposées et retenues pour le développement local.

La première définition associée à ce terme était en 1983, par J.L. GUIGOU dans un colloque à Poitiers : « *Le développement local est l'expression de la solidarité locale créatrice de nouvelles relations sociales et manifeste la volonté des habitants d'une microrégion de valoriser les richesses locales, ce qui est créateur de développement économique* » [7].

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaïa)

Cette définition montre l'importance de l'unification des forces des acteurs locaux en vue de faire face aux différentes menaces extérieures (marginalisation, déclin, expulsion, déclin ou disparition), et de la réappropriation des richesses de la région par la population locale en vue de créer un développement économique local.

En 1982, la DATAR définit le développement local comme étant « la mise en œuvre le plus souvent, mais pas exclusivement, dans un cadre de coopération communale, d'un projet global associant les aspects économiques, sociaux, culturels du développement , généralement initié par des élus locaux, un processus de développement local s'élabore à partir d'une concertation large de l'ensemble des citoyens et des partenaires concernés et trouve sa traduction dans une maîtrise d'ouvrage commune ». Cela veut dire que les élus jouent un rôle essentiel dans la concertation et l'association des partenaires locaux pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets communs.

Pour Bernard PECQUEUR, « *D'une manière générale, le développement local, sous ses aspects les plus spontanés, décrit les modalités d'adaptation et d'initiative autonome des producteurs de biens et services aux mutations profondes que connaît l'économie mondiale. Ce passage par une reterritorialisation des stratégies d'acteurs s'accompagne d'une mondialisation des échanges. Cela tendrait à démontrer que, aujourd'hui, l'internationalisation des marchés exige comme qualité première la capacité à s'adapter et innover, plus que la seule capacité à produire. Le territoire devient le creuset des mutations planétaires. Bref, le local et le mondial sont les deux facettes d'un même mouvement d'ajustement. Le développement local n'est pas une idéologie en ce sens qu'il ne trace pas de chemin prospectif unique* » [8].

Cette définition met l'accent sur le rôle de la mondialisation dans la mobilisation des acteurs locaux et le déclenchement d'un processus de développement local, qu'il définit comme une description d'un ensemble de méthodes d'adaptation et d'initiative autonome des producteurs de biens et services aux mutations de l'économie mondiale.

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaïa)

Xavier GREFFE le définit comme « *un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. Il met en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses composantes économiques, sociales et culturelles* » [9].

Ce qui indique que le développement local se base sur un mode de coordination multidimensionnel- économique, culturel et social- des acteurs dans l'exercice des fonctions et l'atteinte des objectifs au sein d'un territoire.

Des définitions précédentes, la décentralisation représente une caractéristique principale de développement local. Ce dernier est un mouvement ascendant qui se fonde sur des dynamiques d'acteurs économiques et sociaux dans le but de renforcer leur liens au sein d'un espace de développement et de se présenter en partenaire organisé vis-à-vis de l'espace national et international.

En dépit de l'importance d'aménagement des territoires dans chaque processus de développement, y compris le développement local. Ce dernier considère les réseaux de relations et la proximité des acteurs, la base de tout développement et dynamique et que les infrastructures et les équipements ne sont qu'un soutien pour celui-ci.

Une démarche de développement local a plusieurs enjeux qu'on peut résumer dans les points suivants :

- ✓ Enjeu économique : le marché de travail et de la distribution des biens de consommation s'organise au niveau local, où se construit la modernisation de tissu économique (sous-traitance, relations entre les petites et grandes entreprises, etc.).
- ✓ Enjeu politique/institutionnel : la coopération entre les différents niveaux du territoire représente un grand simulateur de développement local.
- ✓ Enjeu social : la diminution de l'esprit de solidarité et le recul sur l'acteur représente l'un des problèmes majeurs de la société. Désormais, c'est au niveau local que se fait l'emploi et l'insertion des exclus.

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaïa)

- ✓ Enjeu culturel : sans développement culturel, le développement économique ne peut pas exister. Le besoin de maîtriser l'environnement proche fait que beaucoup d'acteurs retrouvent leurs identités à travers l'action locale.

3. Le développement local territorialisé

Le territoire est placé au centre de l'analyse économique. Il est désormais considéré comme une composante permanente de développement et ayant un rôle actif dans les dynamiques productives.

Nous explorerons les différentes approches du développement territorial à savoir les approches du district industriel, des Systèmes Productifs Localisés (SPL), des milieux innovateurs et des clusters.

5.1. Les districts industriels

Ann MARKUSSEN a tenté de synthétiser les structures d'agglomération d'entreprises en les classant en quatre formes, cela est fait selon deux critères :

- Les relations entretenues entre fournisseurs et clients (degré de coopération et de hiérarchie entre les firmes) ;
- l'arbitrage entre l'action locale et à distance.

Ces formes se résument en ce qui suit :

- ✓ **Le District industriel marshallien** : les entreprises dans ce type de district sont petites et très spécialisées, elles entretiennent entre elles des relations de coopération, de concurrence et de complémentarité et adoptent une division accrue de travail entre elles. Ce type de district tire son dynamisme de cette division de travail et de la proximité géographique des entreprises, dont l'efficacité dépend des relations informelles qu'elles entretiennent. La proximité entre les fournisseurs et les clients favorise la mise en réseau de ces derniers et les relations extra-locales sont quasi-inexistantes.

BECATINI définit le district comme une entité socio-territoriale qui se caractérise par l'existence d'une communauté ouverte d'individus à côté d'une population segmenté d'entreprises.

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaïa)

De cette définition, trois dimensions de l'aspect territorial peuvent être ressorties, à savoir :

-*Une dimension historique* : qui suppose une éthique et une morale de travail, qui distingue les processus de développement et aide les relations interfères ;

-*Une dimension socioculturelle* : qui est spécifique (identité). Elle est la base d'une confiance et d'une réciprocité dont les rapports interagissent ;

-*Une dimension économique* : qui régule la production et les relations sociales ; le milieu social fournit des informations sur le marché et génère des règles et des codes de comportement des agents.

✓ **Les milieux innovateurs**

Dennis MIALLAT, dans un esprit de synthèse, propose une typologie des milieux en combinant deux critères qui sont, une logique d'interaction et une logique d'apprentissage. Ces types se résument en ce qui suit :

Pas de milieu et peu d'interaction : ici les processus d'innovation sont rares à cause de la faiblesse des interactions et des capacités d'apprentissage, ce type de milieu correspond aux espaces territoriaux où sont implantés les grandes entreprises représentées par leurs succursales ou unités de production.

Innovation sans milieu : dans ce cas, le milieu se caractérise par un faible niveau d'interaction et un degré élevé d'apprentissage qui engendre des innovations importantes. Les technopoles sont un exemple typique de ce cas.

Milieu potentiellement innovant : il se caractérise par une forte interaction et un faible degré d'apprentissage. Il correspond aux districts industriels Marshalliens qui renferment un potentiel élevé d'innovation grâce à l'importance des interactions entre les petites entreprises du district, et cela en dépit de la faiblesse du degré d'apprentissage.

Milieu innovateur : celui-ci réunit à la fois un degré élevé d'interactions et d'apprentissage, ce qui permet des innovations importantes.

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

La classification des territoires selon le degré d'interactions et le niveau d'innovation, peut servir comme outil de progression de la trajectoire des milieux innovateurs, et cela en impulsant les interactions et les apprentissages entre les firmes implantées sur un territoire donné.

✓ **Les Systèmes Productifs Localisés (SPL)**

La notion des SPL est née en France, pour décrire le cas français qui connaît une dynamique positive de composition globale des territoires. Cette notion d'SPL se réfère aussi à l'économie régionale sur l'innovation.

On peut définir un SPL comme « *un ensemble caractérisé par la proximité d'unités productives au sens large du terme (entreprises industrielles, de service, centre de recherche et de formation, etc.) qui entretiennent entre elles des rapports d'intensité plus ou moins forte* » [10].

Ainsi, le SPL se spécifie par la concentration d'établissements spécialisés sur un espace géographique précis, qui forment un réservoir de main d'œuvre locale, par une combinaison des relations de coopération et de concurrence qui relèvent du marché et de la réciprocité. Les entreprises d'SPL sont indépendantes, elles forment un réseau qui bénéficie de soutien des institutions publiques et garantit la flexibilité de ses acteurs et des gains d'économie d'agglomération.

✓ **Les CLUSTERS**

La multitude des approches qui étudient les CLUSTERS industrielles, rend indispensable leur classification en catégories. En effet, trois grandes classes ont été dégagées :

- a) **Le modèle de l'agglomération pure** : correspond à une simple localisation d'un grand nombre de firmes, les unes à proximité des autres, ayant des besoins communs. La proximité géographique permet aux entreprises de tirer des avantages de cette localisation, par la formation d'une échelle suffisante pour gérer des économies externes et la facilitation et la rapidité des échanges d'informations.
- b) **Le modèle des complexes industriels** : c'est le modèle étudié par les classiques (WEBER) et se réfère aux relations verticales d'achat/vente entre les firmes. Contrairement au type précédent, ce modèle a la spécificité de contenir des

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

relations stables et de long terme entre les firmes de cluster. Ces relations amont et aval sont concentrées géographiquement. Elles se basent sur les flux des biens et services nécessaires à la production d'un produit qui se font selon la logique du marché. Ainsi, la proximité dans ce modèle de localisation des firmes permet de réduire leur coût de transaction. Dans ce modèle, les firmes qui font partie de cluster se sont celles qui sont dans une chaîne de valeur particulière et l'entrée n'est pas libre. En effet, elles n'opèrent que dans leur propre intérêt et non dans celui du développement économique local.

- c) **Le modèle des réseaux sociaux** : il partage avec le modèle précédent l'existence des interdépendances ou des relations inter firmes. Néanmoins, celles-ci sont d'une autre nature, elles sont horizontales et ne dépendent pas d'une logique marchande. Les relations de coopération entre les firmes du cluster sont favorisées par l'absence d'opportunisme et le partage d'une histoire commune. La proximité spatiale contribue à renforcer ces relations de confiance dans ce modèle de réseau social mais elle n'est pas suffisante pour avoir accès au réseau.

III. Etude pratique : cas de la zone d'activité TAHARACHT

L'histoire économique de l'Algérie peut se résumer en deux grandes périodes ; la première basée sur une planification centralisée et un développement industriel fondé sur l'entreprise publique où l'industrie lourde a eu une part massive dans les investissements nationaux, la seconde a débuté avec la transition vers l'économie de marché, celle-ci se caractérise par la valorisation du secteur privé et la promotion de la PME. C'est à cette époque que la logique industrielle basée sur les zones aménagées (ZAC et ZI) a connu son essor. En effet, des zones d'activités et industrielles ont été créées sur tout le territoire national.

La wilaya de Béjaia a également vu la naissance de plusieurs zones de ce type. La zone d'activité TAHARACHT, qui constitue l'objet de notre enquête, est un bon exemple de ses structures d'accueil qui reçoivent les PME. Dans ce qui suit,

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

nous allons essayer d'analyser la dynamique de développement de cette zone d'activité en intégrant le rôle des acteurs, de la gouvernance des territoires et la nature des interventions dans le processus de croissance et de performance au sein de celle-ci.

La zone TAHARACHT constitue la base de notre étude, ce choix est expliqué par le dynamisme remarquable de cette zone et de son accueil des unités de petite taille.

1. Développement local de TAHARACHT et gouvernance des territoires : quelle étendue ?

Selon les entreprises de TAHARACHT, la wilaya de Béjaia possède des atouts économiques dans tous les domaines (agriculture, industrie et tourisme), mais avec des degrés différents.

La majorité des entreprises de TAHARACHT (70%) classifie le secteur de l'industrie en première position et estime que celui-ci représente pour elles le secteur le plus important dans le développement.

Le reste (30%) se répartie en 20% qui le classifie en deuxième position et 10% le place à la troisième position.

En somme, ces entreprises tendent à projeter l'industrie au cœur de développement local de la wilaya de Béjaia, et à donner une importance croissante au tourisme. L'agriculture est marginalisée, elle ne détient qu'une petite part d'importance.

Cela explique la politique menée dans cette région de pays qui se base sur les zones aménagées (zones d'activité et zones industrielles), encourageant ainsi la croissance de l'industrie et conduisant au développement local par des projets de différents domaines. Le tableau n°01 indique la part de chaque secteur de ces projets dits de développement selon les entreprises enquêtées.

Tableau n°01 : la part des secteurs dans les projets de développement

secteurs	% dans les projets de développement
L'industrie	70%
La pêche	30%
L'agriculture	30%
L'aménagement urbain	40%

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

Le tourisme	50%
La santé	30%
Le bâtiment	50%
L'éducation	40%

Source : résultats de l'enquête

Selon ce tableau, le secteur qui bénéficie le plus de projets de développement est l'industrie, suivi par le tourisme et le bâtiment. L'aménagement urbain et l'éducation ont aussi une part relativement importante de ces projets. La pêche, l'agriculture et la santé, quant à elles, sont les secteurs qui bénéficient de la petite part de ce type de projets.

Pour atteindre les objectifs tracés par ces derniers, l'implication des différents acteurs est très importante voire primordiale, car elle est absolument nécessaire pour positionner chaque acteur dans la bonne place. Ceci est un point de vue partagé par les acteurs locaux.

En ce qui concerne notre zone d'étude, les différents acteurs enquêtés (entreprises, APC et agence foncière) pensent que, depuis sa création, la ZAC TAHARACHT a contribué au développement de la commune d'Akbou notamment par la création de l'emploi, de richesse et d'assiettes financières. En effet, elle ne cesse d'attirer des investissements et des activités de divers secteurs, ce qui a poussé les autorités publiques à élargir cette zone par une extension d'une superficie dépassant celle de la zone initiale.

Les impôts sur les activités des entreprises de cette ZAC constituent un budget important destiné à couvrir les dépenses relatives à la réalisation des projets de développement.

Pour la majorité de ces entreprises (60%) et les autres acteurs, la wilaya de Béjaia favorise les initiatives de développement, au moment où 30% des entreprises pensent qu'au contraire, elle ne les favorise pas à cause d'un certain nombre de problèmes qui persistent dans la réalisation des projets de développement, parmi lesquels, on trouve :

- Le blocage et lenteur administrative ;
- La présence de la bureaucratie et la paperasse ;
- L'absence d'aides au développement ;
- Manque de financement ;

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

- Manque du foncier industriel ;
- Le non accès aux aides de l'Etat, etc.

Ce contexte de mécontente révèle une nécessité d'adopter un nouveau mode de gestion amené à combler ces lacunes et à mieux gérer le territoire en question. Ainsi, un processus de gouvernance des territoires s'impose. Cependant, ma perception et la compréhension de ce concept est très limitée voire inexistante chez les entreprise de TAHARACHT malgré son importance.

Les entreprises de TAHARACHT classent les acteurs de gouvernance de territoire selon le degré d'importance de leurs rôles dans ce processus comme suit : en premier lieu, on trouve les élus locaux, puis les administrations décentralisées de l'Etat, puis les entreprises, ensuite les organisations syndicales et associations et enfin les partis politiques.

Concernant les domaines où s'applique la gouvernance territoriale, ces entreprises ont des points de vue divergents. Le tableau n°03 établi à partir des résultats de l'enquête montre que le domaine des administrations publiques est le plus touché par le processus de gouvernance locale.

Tableau n° 03 : classification des domaines de la gouvernance

Domaine	Pourcentage
Administration publique	60%
Bancaire	20%
Juridique	40%
Fiscal	30%
Foncier agricole	30%
Foncier industriel	30%
Gestion des projets de développement	20%

Source : résultats de l'enquête

Pour le processus de la bonne gouvernance, les entreprises de TAHARACHT estiment que la priorité doit être attribuée à l'action d'amélioration de la communication entre acteurs, le renforcement de la décentralisation et à la favorisation des projets productifs et des regroupements d'entreprises, puis au renforcement des actions de sensibilisation et d'information des

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaïa)

acteurs et à l'amélioration de la gestion des projets de développement local.

Pour ces entreprises, la participation des différents acteurs au processus de prise de décision permet en premier lieu d'améliorer la qualité de la décision et de prendre en compte les différentes préoccupations. En second, elle permet d'explorer les différents avis des acteurs. En ce qui concerne la zone d'activité TAHARACHT, 60% des entreprises de l'échantillon considèrent qu'elle ne dispose d'aucun processus de gouvernance, il n'y a que deux (20%) des entreprises qui pensent qu'il existe.

2. Interaction entre développement local et gouvernance locale :

Pour la plupart des entreprises (70%), la concertation entre acteurs s'accapare d'une grande importance. Elle doit être prise en charge et approfondie par le moyen de plusieurs actes tels que :

- L'organisation de séminaires et de journées de sensibilisation ;
- La création de systèmes de communication renforcés ;
- L'incitation des différents acteurs à se regrouper dans des associations coopératives.

Les 30% restant de ces entreprises considèrent que cela n'est pas nécessaire, ce qui n'est pas l'avis des deux acteurs publics enquêtés (APC et agence foncière d'Akbou) qui pensent que la concertation entre acteurs doit être renforcée par le moyen de la création d'une régie entre les acteurs pour une meilleure gestion de la ZAC.

3. Développement sectoriel et organisation interentreprises

Les entreprises de TAHARACHT sont productives de produits finis à 40%, de produits semi-finis à 20% et le reste (30%) produisent les deux types de produits, ce qui reflète la diversité des relations qui lient ces entreprises en amont et en aval. En effet, les résultats de notre enquête montre que les relations des entreprises de TAHARACHT avec leurs fournisseurs et distributeurs sont limitées à des liaisons marchandes.

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

Les entreprises de la ZAC (50%) entretiennent des relations avec des universités, des laboratoires de recherche ou des centres de formation professionnelle, que ce soit au niveau local ou national; le reste des entreprises (soit la moitié de l'échantillon) n'entretiennent aucune relation.

Dans la procédure de recrutement des diplômés, les entreprises enquêtées privilégient à 40% ceux de l'université de Béjaia.

Tableau n°04 : taux de préférence dans la procédure de recrutement

	Fréquence	Pourcentage
L'université de Béjaia	4	40%
Les autres universités	1	10%
Les écoles privées	2	20%
Les centres de formation professionnelle de la wilaya	2	20%

Source : résultats de notre enquête

Conclusion

Au terme de cette communication, nous synthétisons que la zone d'activité TAHARACHT est un regroupement d'activités industrielles de différents secteurs. Elle est le résultat de la politique économique de l'Etat basée sur les zones aménagées, ce qui explique la faiblesse des relations de coopération entre ses entreprises. Au cours de notre enquête nous avons aussi constaté l'absence de logique privée (essaimage) dans la localisation des entreprises à TAHARACHT ce qui peut s'expliquer par l'exploitation des ressources édites par ce site (foncier et infrastructures de base).

Selon notre enquête, ces entreprises bénéficient uniquement des économies d'agglomération ce qui donne une importance majeure à la proximité géographique de ces unités industrielles. Cela apparait clairement dans les relations marchandes qui existent entre ces entreprises. Cependant, la non implication de

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

ces acteurs dans une démarche de développement et l'absence de l'action collective (absence des relations de coopération interentreprises et entre les entreprises et institutions) limitent les apports de cette proximité.

La production de ressources à TAHARACHT est nulle ; les entreprises localisées dans cette zone se contentent de consommer les ressources existantes au niveau local. En effet, celles-ci sont attirées par les avantages (infrastructure et foncier) offerts par cette zone qui ne dispose d'aucun avantage spécifique.

Malgré la proximité géographique des entreprises de TAHARACHT, leurs relations sont limitées à des relations formelles qu'elles entretiennent dans le cadre de marché. Dans le cadre informel, ces entreprises sont quasiment déconnectées et il n'existe aucune organisation commune qui les réunit. Ce qui explique l'absence d'une entreprise leader autour de laquelle les autres entreprises peuvent s'organiser.

Il convient donc de redéfinir les relations interentreprises et même les relations de celles-ci avec les autres acteurs locaux, et de développer la conscience de ces acteurs en matière de gouvernance locale. Néanmoins cette notion est mal perçue par les acteurs locaux. Ce qui explique l'absence d'implication des différents acteurs pour définir un processus de « bonne gouvernance » au niveau local permettant l'amélioration du cadre relationnel en faveur du développement local.

L'examen des résultats de notre enquête de terrain, nous permet de conclure que le facteur de proximité géographique des entreprises qui caractérise la zone d'activité TAHARACHT ne favorise pas forcément l'amélioration des relations de coopération. En effet, la proximité géographique ne peut pas déclencher toute seule une proximité organisationnelles et une dynamique relationnelle.

La dominance des comportements autonomes dans cette zone d'activité explique la faiblesse du taux de participation du tissu industriel dans les projets de développement local.

La dépendance de ces entreprises de l'extérieur en matière de technologie et d'approvisionnement est l'un des éléments qui ont contribué à renforcer les comportements individualistes de

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaia)

celles-ci au détriment. Ce qui constitue un frein pour le tissage de relation de coopération entre elles et à contribuer à la négligence de la notion de solidarité et son apport.

Dans cette communication, nous avons pu cerner les concepts de base de développement local et de gouvernance territoriale. En effet, le développement local tirait ses origines des dysfonctionnements de l'économie dont les plus importants sont l'échec des politiques d'industrialisation et de la grande entreprise notamment le fordisme, le chômage et la mondialisation effrénée consommatrices de ressources non renouvelables. Le recentrage vers le local et l'exploitation de ces vertus apparaissait alors comme la solution à ces dysfonctionnements, le développement à promouvoir désormais est un « développement local », reposant sur des concepts tels que le territoire, les ressources locales, le partenariat, la mobilisation, les acteurs et la solidarité. Dans notre pays, la politique de développement local et de la gouvernance territoriale reste à construire, dans un environnement social difficile. Le défi est complexe et il était temps pour nous de réfléchir, sur une base participative associant le citoyen et tous les acteurs concernés, à mettre en place des stratégies efficaces.

Références bibliographiques

- [1] J.P.Gilly, L. Leroux et F.Wallet (2004), « Gouvernance et proximité », dans PECQUEUR B., ZIMMERMAN J-B. (sous la direction de) (2004), « Economie de proximité », Hermès, Lavoisier, Paris, pp. 187-206
- [2] Gaudin J-P. (2002), « Pourquoi la gouvernance ? », la bibliothèque du citoyen, Presses de sciences Po, Paris, P.33
- [3] LE GALES P, (2003), « le retour des villes européennes : Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance », Presses de sciences Po, Paris, P.29
- [4] In A.L NAIT CHABANE, « Gouvernance territoriale et stratégie des acteurs : cas de la wilaya de Béjaia », mémoire de magistère, université de Béjaia, 2010.
- [5] MISURACA Gianluca C, (2007), « E-gouvernance in africa : from theory to action », Africa World Press (Trenton, New Jersey) and International Development Research Centre (IDRC) (Ottawa, Canada), p.16

HADERBACHE Ouiza, Gouvernance territoriale et développement local : Cas des zones aménagées (la zone d'activité TAHARACHT d'Akbou de la wilaya de Béjaïa)

[6] DJAOWE Joseph (2009), « Investissements Directs Etrangers (IDE) et gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ? », Revue africaine d'intégration, Vol 3, N°1, Janvier, 2009

[7] Walter.B.Sthôr, « la crise économique demande-t-elle de nouvelles stratégies de développement ? Vers un paradigme de développement », in « crise et espace » sous la direction de Philippe Aydalot, p185.

[8] PECQUER Bernard, « Le développement local », Syros, alternatives économiques, 2^{ème} édition, Paris, 2000

[9] GREFFE Xavier, « le développement local », Editions de l'Aube « DATAR », la Tour d'Aigues, 2002, P199

[10] COURLET Claude, « les systèmes productifs locaux : de la définition au modèle », in réseaux d'entreprises et territoires. Regard sur les SPL, la documentation française